



**PARLEMENT BRUXELLOIS
BRUSSELS PARLEMENT**

**Compte rendu intégral
des interpellations
et des questions**

**Commission de l'égalité des chances
et des droits des femmes**

**RÉUNION DU
MARDI 27 AVRIL 2021**

SESSION 2020-2021

**Integraal verslag
van de interpellaties
en de vragen**

**Commissie voor Gelijke
Kansen en Vrouwenrechten**

**VERGADERING VAN
DINSDAG 27 APRIL 2021**

ZITTING 2020-2021

Le **compte rendu intégral** contient le texte intégral des discours dans la langue originale. Ce texte a été approuvé par les orateurs. Les traductions - *imprimées en italique* - sont publiées sous la responsabilité de la direction des comptes rendus. La traduction est un résumé.

Publication éditée par le
Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale
Direction des comptes rendus
Tél. : 02 549 68 02
E-mail : criv@parlement.brussels

Les comptes rendus peuvent être consultés à l'adresse
www.parlement.brussels

Het **integraal verslag** bevat de integrale tekst van de redevoeringen in de oorspronkelijke taal. Deze tekst werd goedgekeurd door de sprekers. De vertaling - *cursief gedrukt* - verschijnt onder de verantwoordelijkheid van de directie Verslaggeving. De vertaling is een samenvatting.

Publicatie uitgegeven door het
Brussels Hoofdstedelijk Parlement
Directie Verslaggeving
Tel. 02 549 68 02
E-mail criv@parlement.brussels

De verslagen kunnen geraadpleegd worden op
www.parlement.brussels

SOMMAIRE

Demande d'explications de Mme Françoise Schepmans 1

à Mme Nawal Ben Hamou, secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale chargée du logement et de l'égalité des chances,

concernant "l'âgisme, une autre forme de discrimination".

Discussion – Orateurs :

Mme Françoise Schepmans (MR)

Mme Hilde Sabbe (one.brussels-Vooruit)

M. John Pitseys (Ecolo)

Mme Nawal Ben Hamou, secrétaire d'État

Question orale de Mme Bianca Debaets 4

à Mme Nawal Ben Hamou, secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale chargée du logement et de l'égalité des chances,

concernant "la Belgian Pride 2021".

Question orale de M. Bertin Mampaka Mankamba 6

à Mme Nawal Ben Hamou, secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale chargée du logement et de l'égalité des chances,

concernant "les rues portant un nom féminin en Région bruxelloise".

Question orale de Mme Nicole Bomele Nketo 9

INHOUD

Vraag om uitleg van mevrouw Françoise Schepmans 1

aan mevrouw Nawal Ben Hamou, staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Huisvesting en Gelijke Kansen,

betreffende "de leeftijdsdiscriminatie, een andere vorm van discriminatie".

Bespreking – Sprekers:

Mevrouw Françoise Schepmans (MR)

Mevrouw Hilde Sabbe (one.brussels-Vooruit)

De heer John Pitseys (Ecolo)

Mevrouw Nawal Ben Hamou, staatssecretaris

Mondelinge vraag van mevrouw Bianca Debaets 4

aan mevrouw Nawal Ben Hamou, staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Huisvesting en Gelijke Kansen,

betreffende "de Belgian Pride 2021".

Mondelinge vraag van de heer Bertin Mampaka Mankamba 6

aan mevrouw Nawal Ben Hamou, staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Huisvesting en Gelijke Kansen,

betreffende "de naar een vrouw vernoemde straten in het Brussels Gewest".

Mondelinge vraag van mevrouw Nicole Bomele Nketo 9

à Mme Nawal Ben Hamou, secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale chargée du logement et de l'égalité des chances,

concernant "les équipes mobiles concernant les violences conjugales".

Question orale jointe de Mme Margaux De Ré,

concernant "les équipes mobiles pour éloigner les auteurs de violences intrafamiliales".

aan mevrouw Nawal Ben Hamou, staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Huisvesting en Gelijke Kansen,

betreffende "de mobiele teams tegen huiselijk geweld".

10 Toegevoegde mondelinge vraag van mevrouw Margaux De Ré, 10

betreffende "de mobiele teams om de daders van intrafamiliaal geweld te verwijderen".

103 Présidence : Mme Margaux De Ré, présidente.

Voorzitterschap: mevrouw Margaux De Ré, voorzitter.

105 **DEMANDE D'EXPLICATIONS DE MME FRANÇOISE SCHEPMANS**

VRAAG OM UITLEG VAN MEVROUW FRANÇOISE SCHEPMANS

105 à Mme Nawal Ben Hamou, secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale chargée du logement et de l'égalité des chances,

aan mevrouw Nawal Ben Hamou, staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Huisvesting en Gelijke Kansen,

105 concernant "l'âgisme, une autre forme de discrimination".

betreffende "de leeftijdsdiscriminatie, een andere vorm van discriminatie".

107 **Mme Françoise Schepmans (MR)**.- La pandémie a exacerbé les inégalités sociales, c'est un fait avéré. Elle n'a d'ailleurs épargné personne, sans différence d'âge.

Mevrouw Françoise Schepmans (MR) (in het Frans).- De pandemie heeft de sociale ongelijkheden op scherp gesteld.

En mars 2021, les Nations unies ont publié un rapport sur le phénomène de l'âgisme, qui souligne que "l'on parle d'âgisme lorsque l'âge est utilisé pour catégoriser et diviser les personnes de telles façons qu'elles subissent des préjugés et des injustices, qu'elles sont désavantagées ; et ce phénomène réduit la solidarité entre les générations".

In maart 2021 hebben de Verenigde Naties een rapport gepubliceerd over leeftijdsdiscriminatie. Volgens dat rapport werden in deze pandemie alle ouderen voorgesteld als zwak en kwetsbaar, en de jongeren als onoverwinnelijk en onvoorzichtig.

Si ce rapport mentionne des exemples types tels que les moqueries d'un jeune ou des personnes discriminées à l'embauche en raison de leur âge, la crise en a malheureusement illustré d'autres.

Unia bestrijdt ook leeftijdsdiscriminatie en beklemtoont in een publicatie van 2019 dat er geen gevoel van hoogdringendheid is om het probleem aan te pakken. In Europa verklaart een op drie personen slachtoffer te zijn geweest van leeftijdsdiscriminatie.

Ainsi, dans cette pandémie, "les personnes âgées ont uniformément été vues comme faibles et vulnérables alors que les jeunes sont présentés comme invincibles et imprudents", affirment les auteurs de ce rapport.

We verouderen allemaal en ik vind het belangrijk om deze kwestie te bespreken.

Unia combat également la discrimination liée à l'âge. Dans une publication de 2019, il souligne que "malgré la gravité des faits, il n'y a pas de sentiments d'urgence à s'attaquer au problème". Or, à l'échelle mondiale, une personne sur deux fait preuve d'âgisme à l'égard des seniors. En Europe, une personne sur trois déclare avoir été la cible d'âgisme.

Nous sommes tous confrontés au vieillissement et j'estime essentiel de réagir ; nous avons tous un rôle à jouer dans le règlement de cette question.

109 Avez-vous pris connaissance du rapport du 21 mars 2021 de l'Organisation des Nations unies (ONU) ? Quelle en est votre analyse ? Quelles actions le gouvernement a-t-il mises en place pour contrer ce phénomène d'âgisme envers les personnes âgées, d'une part, et les jeunes, d'autre part ?

Hebt u kennisgenomen van het rapport van 21 maart 2021 van de Verenigde Naties? Welke acties heeft de regering ondernomen om leeftijdsdiscriminatie ten aanzien van zowel ouderen als jongeren tegen te gaan?

Dans le cadre du nouveau plan d'action régional de lutte contre le racisme et les discriminations, vous disiez vous concerter avec les partenaires institutionnels et issus du monde associatif. Avez-vous rencontré de manière plus spécifique des associations qui luttent contre l'âgisme ? Quels sont les retours, notamment du terrain, en la matière ?

In het kader van het nieuwe gewestelijke Actieplan tegen racisme en discriminatie zou u overleggen met de institutionele partners. Welke feedback gaven verenigingen die leeftijdsdiscriminatie bestrijden?

Een van de aanbevelingen van het rapport is het verschijnsel beter te onderzoeken. Beschikt u over cijfergegevens? Is er een bewustmakings- en communicatiecampagne gepland? Ten

Une des recommandations du rapport est d'améliorer les données et la recherche relatives à ce phénomène. Disposez-vous de données chiffrées ? Dans la négative, votre gouvernement a-t-il commandé une étude ?

Il est également recommandé de sensibiliser la population au mieux afin de changer le discours autour de l'âge et du vieillissement et, par extension, de réduire l'âgisme. Une campagne de communication est-elle prévue ?

Enfin, il est recommandé de favoriser les contacts intergénérationnels. Avez-vous entrepris des actions en ce sens et quelles sont-elles ?

¹¹¹ **Mme Hilde Sabbe (one.brussels-Vooruit)** (*en néerlandais*).- *L'âgisme est en effet une forme invisible de discrimination qui peut être lourde de conséquences, surtout pour les femmes, qui en sont les principales victimes.*

Le problème se fait également sentir sur le marché du travail. Je serais ravie que nous y mettions fin.

¹¹³ **M. John Pitseys (Ecolo)**.- Je voudrais d'abord remercier Mme Schepmans pour sa question, très importante, qui se posera de plus en plus dans les décennies à venir. Les personnes âgées de 50 ans et plus représentent une part croissante, importante et variée de la population européenne. Le pourcentage de cette population est passé de 33 % aux alentours des années 2000 à plus de 42 % en 2010 et atteindra environ 50 % dans la dizaine d'années à venir.

Les discriminations liées à l'âge possèdent toutefois la caractéristique d'être largement invisibles ou tolérées, parce qu'elles sont fortement intériorisées et banalisées. Le sujet est très peu politisé et s'il y a des recherches très intéressantes sur la question, peu d'études fines alimentent le débat public.

La problématique est complexe, d'une part parce qu'il n'y a pas une seule catégorie de personnes dites âgées. Il y a une grande diversité de situations et de difficultés en fonction de l'âge, du genre et de la situation sociale.

D'autre part, le terme d'âgisme me semble impropre, du moins pour organiser notre réflexion. En effet, ce terme renvoie à plusieurs stéréotypes sur les personnes plus âgées ou âgées de plus de 50 ans, alors qu'outre ces stéréotypes, nous rencontrons premièrement des phénomènes de marginalisation et deuxièmement, des discriminations effectives. Au-delà d'un certain âge, on a moins accès à la formation. Dans la sphère de

slotte wordt aanbevolen om intergenerationele contacten te bevorderen. Welke acties hebt u daarvoor ondernomen?

Mevrouw Hilde Sabbe (one.brussels-Vooruit).- Ik ben mevrouw Schepmans erg dankbaar dat ze het onderwerp op de agenda heeft gezet, want leeftijdsdiscriminatie is een vrij onzichtbare vorm van discriminatie die grote gevolgen heeft voor het leven van vooral vrouwen. Het zijn immers hoofdzakelijk vrouwen die er het slachtoffer van worden. Kijk maar naar de media: een nieuwslezer van 60 is geen uitzondering, maar nieuwslezersessen van boven de 50 belanden al gauw op een zijspoor.

Het probleem is ook voelbaar op de arbeidsmarkt: probeer maar eens een nieuwe baan te zoeken als je de 40 of de 45 voorbij bent. Ik zou het heel goed vinden dat we daar verandering in brengen en aantonen dat leeftijd geen invloed heeft op engagement, verstand of de mogelijkheid om een maatschappelijke bijdrage te leveren.

De heer John Pitseys (Ecolo) (*in het Frans*).- *50-plussers vertegenwoordigen een groeiend aandeel van de Europese bevolking. In het komende decennium zullen ze ongeveer 50% van de bevolking uitmaken.*

Leeftijdsdiscriminatie is evenwel veelal onzichtbaar of wordt getolereerd.

Het probleem is complex omdat er niet één categorie ouderen bestaat en de situaties zeer divers zijn.

De term leeftijdsdiscriminatie lijkt me onjuist. Deze term verwijst immers naar stereotypen over ouderen of 50-plussers. Naast die stereotypen is er ook achterstelling en discriminatie. Boven een bepaalde leeftijd heb je minder toegang tot opleiding. In sommige landen ligt de werkzaamheidsgraad het laagst bij ouderen.

Bovendien zijn er specifieke problemen inzake toegang tot verzekeringen of toegang tot huisvesting door een gebrek aan aangepaste woningen.

l'emploi, certains pays s'illustrent par des situations où les taux d'activité les plus faibles se situent au niveau des personnes les plus âgées.

Citons aussi des difficultés spécifiques d'accès aux logements en l'absence de logements adaptés, ou des difficultés d'accès aux assurances. Dans le domaine de la santé, l'âge peut être utilisé pour limiter le remboursement de certains types de tests ou pour sélectionner, dans certains pays, le bénéficiaire d'une greffe d'organe.

115 Unia ouvre chaque année de nombreux dossiers de plaintes contre des discriminations fondées sur l'âge au niveau du travail, du logement, des études, des assurances, des loisirs, etc.

Je souhaite donc abonder dans le sens des questions posées par Mme Schepmans. Des études portant sur les discriminations liées à l'âge, et particulièrement envers les personnes de plus de 50 ans, ont-elles été menées ?

Y a-t-il des perspectives d'action politique au sujet de l'impact de la pandémie sur la situation pratique des personnes les plus âgées ? On dit que cette catégorie de la population est la plus touchée, mais il y a aussi des impacts indirects, en matière d'accès au logement, d'emploi, etc.

On parle beaucoup d'approche intégrée de la dimension de genre ou de budgétisation liée au genre, mais a-t-il été envisagé d'intégrer la dimension de l'âge de manière transversale dans les politiques publiques ?

117 **Mme Nawal Ben Hamou, secrétaire d'État.**- J'ai pris connaissance de ce premier rapport de l'ONU sur le phénomène de l'âgisme et je partage les constats qui en émanent. À l'heure actuelle, equal.brussels n'a pas mené d'initiative spécifique à la lutte contre l'âgisme. Toutefois, la réglementation régionale, comme la réglementation fédérale, reprend l'âge comme critère de discrimination en matière de fonction publique, de logement, d'emploi, de biens et de services.

Par ailleurs, l'approche d'intégration de l'égalité des chances mise en œuvre par les services publics bruxellois et dont equal.brussels assure le pilotage vise à tenir compte en amont des besoins de chacun et chacune, sans distinction d'âge.

En outre, une demande de subside a été formulée en 2020 pour un projet visant à lutter contre l'âgisme des personnes LGBTQI+ (lesbiennes, gays, bisexuelles, trans, queer, intersexes et autres). En effet, lorsqu'ils sont plus particulièrement en situation de dépendance, les seniors LGBTQI+ ne se sentent pas toujours en sécurité pour parler ouvertement de leur diversité et ont peu d'occasions de rencontrer d'autres personnes LGBTQI+. C'est pour cette raison que l'asbl Rainbowambassadors a développé une campagne axée sur l'acceptation sociale de la diversité sexuelle et de la diversité des genres dans le domaine de la santé et du bien-être. Si de nouvelles demandes de subsides sur cette

Unia opent elk jaar heel wat klachtendossiers met betrekking tot discriminatie op basis van leeftijd. Is er onderzoek verricht naar discriminatie van 50-plussers?

Komen er beleidsmaatregelen als antwoord op de impact van de pandemie op ouderen? Deze bevolkingsgroep zou het hardst zijn getroffen, maar er zijn ook onrechtstreekse gevolgen inzake toegang tot huisvesting, tewerkstelling enzovoort.

Zal de dimensie leeftijd worden geïntegreerd in het beleid?

Mevrouw Nawal Ben Hamou, staatssecretaris (in het Frans).- *Ik heb kennisgenomen van dat eerste rapport van de Verenigde Naties over leeftijdsdiscriminatie en deel de vaststellingen van dat rapport. Equal.brussels heeft tot nu toe geen specifiek initiatief genomen om leeftijdsdiscriminatie te bestrijden. Niettemin is leeftijd een discriminatiecriterium in de gewestelijke en federale regelgeving.*

Bovendien houdt de benadering van de Brusselse openbare diensten in verband met gelijke kansen rekening met ieders behoeften, zonder onderscheid op basis van leeftijd.

Voorts is in 2020 een subsidie aangevraagd voor een project ter bestrijding van leeftijdsdiscriminatie van LGBTQI+'ers.

Voor het nieuwe Brusselse Actieplan tegen racisme en discriminatie zal heel binnenkort overleg plaatsvinden in het Brussels Parlement in het kader van de Assisen tegen racisme.

thématique devaient me parvenir, elles feraient bien entendu l'objet d'un examen attentif.

En ce qui concerne le nouveau plan d'action bruxellois pour lutter contre le racisme et les discriminations, des consultations seront menées très prochainement au sein du Parlement bruxellois dans le cadre des assises contre le racisme, où sera entendu l'avis des associations sur ce sujet.

¹¹⁹ Concernant votre question sur les données chiffrées relatives à ce phénomène, sachez que je n'en dispose pas. Le gouvernement n'a pas non plus, à l'heure actuelle, commandé d'étude à ce sujet. Toutefois, nous attendons avec impatience les assises contre le racisme afin d'avoir un retour du secteur et de mener des actions en ce sens, si cela devait ressortir des recommandations.

Enfin, toutes vos questions doivent également être adressées à mes collègues dans le cadre de leurs compétences respectives, afin d'obtenir une vision intersectionnelle de la problématique.

L'appel à projets sur l'accessibilité s'axera, cette année, autour du rapport d'Unia sur le Covid-19 et les droits humains.

¹²¹ **Mme Françoise Schepmans (MR).**- Je suis satisfaite que mes préoccupations relatives à cette problématique soient partagées par des collègues. Comme l'a souligné M. Pitseys, les personnes de plus de 50 ans sont de plus en plus nombreuses et il faudra être vigilant pour éviter les discriminations.

J'ai entendu que ces questions seront notamment abordées dans le cadre du plan d'action qui sera prochainement évoqué. Quoi qu'il en soit, le gouvernement doit réfléchir à un programme sur cette question. Le dossier relatif à l'âgisme est récent et, à court terme, il devrait être mieux pris en considération. Il faut se saisir de cette problématique !

¹²³ **Mme Hilde Sabbe (one.brussels-Vooruit) (en néerlandais).**- *Je remercie Mmes Schepmans et Ben Hamou de s'attaquer à cet important dossier.*

¹²⁵ **M. John Pitseys (Ecolo).**- Je crois voir un beau champ de travail politique pour les temps à venir !

- *L'incident est clos.*

¹²⁹ **QUESTION ORALE DE MME BIANCA DEBAETS**

¹²⁹ **à Mme Nawal Ben Hamou, secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale chargée du logement et de l'égalité des chances,**

¹²⁹ **concernant "la Belgian Pride 2021".**

¹³¹ **Mme Bianca Debaets (CD&V) (en néerlandais).**- *Chaque printemps, la Belgian Pride réunit plus de 100.000 visiteurs et*

Ik beschik niet over cijfergegevens over dit fenomeen. De regering heeft evenmin een onderzoek besteld. We wachten op de Assisen tegen racisme om feedback te krijgen van de sector en zo nodig actie te ondernemen.

Ten slotte moeten al uw vragen ook aan mijn collega's worden gericht in het kader van hun respectieve bevoegdheden.

De projectoproep over toegankelijkheid zal dit jaar afgestemd zijn op het rapport van Unia over Covid-19 en de mensenrechten.

Mevrouw Françoise Schepmans (MR) (in het Frans).- *Ik ben blij dat anderen mijn bezorgdheid over deze problematiek delen. De regering moet hierover nadenken. Dit probleem moet worden aangepakt!*

Mevrouw Hilde Sabbe (one.brussels-Vooruit).- *Ik ben heel blij dat deze onzichtbare vorm van discriminatie op de agenda is beland en dank mevrouw Schepmans en de staatssecretaris dat ze er werk van willen maken.*

De heer John Pitseys (Ecolo) (in het Frans).- *Ik meen een mooi werkteerrein te zien!*

- *Het incident is gesloten.*

MONDELINGE VRAAG VAN MEVROUW BIANCA DEBAETS

aan mevrouw Nawal Ben Hamou, staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Huisvesting en Gelijke Kansen,

betreffende "de Belgian Pride 2021".

Mevrouw Bianca Debaets (CD&V).- *Het Belgian Pride-festival brengt jaarlijks in de lente meer dan 100.000 bezoekers*

participants à Bruxelles. Elle a dû être annulée l'an dernier et les organisateurs ont annoncé que l'édition 2021 se déroulerait de manière virtuelle.

Pouvez-vous nous en dire plus sur le thème central de cette édition, la santé, si je ne me trompe ?

Comment l'événement se déroulera-t-il ? J'ai lu que le bourgmestre de la Ville de Bruxelles allait intervenir depuis la Grand-Place. Ce serait une bonne chose que d'autres communes et des commerçants s'associent au festival, comme à Amsterdam. En est-il question ?

Enfin, quelle aide la Région apportera-t-elle ?

en deelnemers samen in Brussel en wordt ook, geheel terecht, door het gewest gesteund. Vorig jaar kon het festival vanwege de gezondheids crisis jammer genoeg niet doorgaan en ook dit jaar bleek dit niet haalbaar. Gisteren maakten de organisatoren immers bekend dat ze de Pride noodgedwongen digitaal zullen laten plaatsvinden. Daarmee is mijn vraag een beetje achterhaald door de actualiteit. Het is belangrijk dat de Pride toch doorgaat, ook al kan het niet fysiek, zodat mensen hun solidariteit kunnen tonen.

Als ik het goed begrepen heb, is het centrale thema dit jaar de gezondheid. Kunt u dit even toelichten? Dat thema is ironisch genoeg natuurlijk actueler dan ooit.

Hoe zal het online-evenement verlopen? In Bruzz las ik dat er een livestream op de Grote Markt zou komen. Dat is goed dat de burgemeester daar het woord kan nemen, maar er moet meer gebeuren. Ik pleit er al langer voor om ook andere gemeenten dan Brussel-Stad en ook handelaars bij de Pride te betrekken, zoals bijvoorbeeld in Amsterdam gebeurt. Is daar al over overlegd? Zullen de andere gemeenten en de handelaars een rol spelen?

Kunnen de organisatoren rekenen op dezelfde financiële steun? Welke acties en middelen zult u daarvoor inzetten?

Mevrouw Nawal Ben Hamou, staatssecretaris.- De Belgian Pride is een van de belangrijkste evenementen van het jaar en in het licht van recente, tragische gebeurtenissen heeft het nog aan belang gewonnen.

Dat blijkt ook uit het onderzoek van het Europees Bureau voor de grondrechten (EBG) met de titel: "Nog een lange weg te gaan voor LGBTQIA+-gelijkheid". Een van de schokkendste cijfers uit de analyse is namelijk dat 66% van de LGBTQIA+ (lesbian, gay, bisexual, transgender, queer, intersex, asexual and new identities) in België nog steeds niet hand in hand over straat durft te lopen.

Daaruit blijkt eens te meer de noodzaak om werk te maken van opvoeding over diversiteit in al haar verschillende vormen, waarvan de Pride er een is. Bovendien zijn het verslag van het EBG en de vier pijlers van de nieuwe Europese strategie voor LGBTQIA+-gelijkheid belangrijke hoekstenen van de ontwikkeling van het nieuwe LGBTQIA+-plan van het Brussels Gewest.

De organisatoren van de Belgian Pride hebben zowel tijdens de moeilijke periode van 2020 als dit jaar voortdurend contact gehouden met mijn kabinet. In 2020 werd de Pride tweemaal uitgesteld en uiteindelijk vervangen door een digitale editie.

De digitale Pride was vrij succesvol en werkte vrij goed. Het spreekt echter voor zich dat iedereen de voorkeur geeft aan een live-evenement, vooral nu LGBTQIA+ in een toenemend isolement terecht dreigen te komen. Zij zijn immers vaak kwetsbaar door het tijdelijk wegvallen van ontmoetingsplaatsen.

133

Mme Nawal Ben Hamou, secrétaire d'État (en néerlandais).- *La Belgian Pride, l'un des événements les plus importants de l'année, a toute son importance dans le contexte actuel. Une enquête de l'Agence des droits fondamentaux (FRA) de l'Union européenne révèle que 66 % des LGBTQIA+ n'osent toujours pas se promener en rue main dans la main, en Belgique. D'où la nécessité d'éduquer à la diversité sous toutes ses formes.*

Le rapport de l'enquête de la FRA et les quatre piliers de la nouvelle stratégie européenne en faveur de l'égalité des personnes LGBTIQ forment les pierres angulaires du nouveau plan d'action régional dédié aux LGBTQIA+.

Depuis 2020, les organisateurs sont restés en contact permanent avec mon cabinet. L'édition virtuelle de 2020 a finalement connu un assez grand succès, mais il va de soi que chacun préférerait vivre l'événement en direct. Quant aux solutions alternatives, il est difficile de prédire l'évolution de la crise sanitaire. En outre, les organisateurs de la Belgian Pride sont libres de décider de leur agenda et de leurs actions. D'après nos informations, ils étudient la possibilité de l'organiser à l'automne ou de la remplacer par de petites initiatives tout au long de l'année.

¹³⁷ *Les organisateurs coordonnent deux initiatives en parallèle : RainbowCity, en mai, qui impliquera davantage de communes, et le Q.Artz-festival, en septembre, en collaboration avec des centres culturels.*

Les demandes de subsides sont à l'examen. Les asbl demandeuses devraient bientôt connaître l'issue de la procédure.

Enfin, la Pride 2021 aura pour thème #WeCare, comme l'année passée. La santé et le bien-être sont des thèmes chers à la communauté LGBTQIA+.

¹³⁹ **Mme Bianca Debaets (CD&V)** (en néerlandais).- *Je me réjouis d'entendre que d'autres solutions soient recherchées, en collaboration avec le secteur artistique, et qu'une édition en présence soit malgré tout envisagée pour l'automne.*

- L'incident est clos.

¹⁴³ **QUESTION ORALE DE M. BERTIN MAMPAKA MANKAMBA**

¹⁴³ **à Mme Nawal Ben Hamou, secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale chargée du logement et de l'égalité des chances,**

In verband met alternatieven voor de Pride, weet u net zo goed als ik dat moeilijk te voorspellen valt hoe de coronacrisis zal evolueren. Bovendien weet u dat de Belgian Pride een onafhankelijke organisatie is, die niet onder gewestelijk beheer staat. Ze beslist dus zelf over haar agenda en acties.

Voor zover wij weten, bestuderen de organisatoren momenteel de mogelijkheid om de Pride in het najaar te laten doorgaan of te vervangen door een aantal kleinschalige initiatieven in de loop van het jaar.

Belgian Pride coördineert ook twee verwante initiatieven. Om te beginnen is er het project RainbowCity dat, zoals in voorgaande jaren, in mei zal plaatsvinden. Dit jaar is het de bedoeling meer Brusselse gemeenten bij de actie te betrekken en niet alleen het stadscentrum, zoals voorgaande jaren het geval was.

Het tweede initiatief is een eerste versie van het Q.Artz-festival, in samenwerking met cultuurhuizen. Gezien de onzekere situatie in de culturele sector als gevolg van de coronacrisis, zal het Q.Artz-festival midden september plaatsvinden. Het programma is nog niet bekendgemaakt, aangezien Belgian Pride nog volop gesprekken voert met verschillende partners en kunstenaars.

Wat de financiële steun betreft, kan ik u meedelen dat de subsidieaanvragen momenteel worden bestudeerd en dat de verenigingen die een aanvraag hebben ingediend, binnenkort op de hoogte zullen worden gebracht van het resultaat van de procedure.

Tot slot koos de Pride 2021 hetzelfde thema als vorig jaar, namelijk gezondheid en welzijn, onder de noemer #WeCare. Dit thema is uiterst belangrijk voor de LGBTQIA+-gemeenschappen, des te meer in deze coronatijden.

Mevrouw Bianca Debaets (CD&V).- Ik ben blij dat er naar alternatieven wordt gezocht, onder meer samen met de kunstensector, die het ook heel moeilijk heeft.

Het is ook goed om te horen dat er misschien toch nog een fysieke editie komt in het najaar. In die zin klopt het artikel in Bruzz niet helemaal, want daarin werd gesuggereerd dat de Pride dit jaar alleen maar online zou plaatsvinden. Even afwachten of het lukt, maar het is in elk geval goed dat u het initiatief blijft ondersteunen.

- Het incident is gesloten.

MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER BERTIN MAMPAKA MANKAMBA

aan mevrouw Nawal Ben Hamou, staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Huisvesting en Gelijke Kansen,

143 **concernant "les rues portant un nom féminin en Région bruxelloise".**

145 **M. Bertin Mampaka Mankamba (MR).**- Le 8 mars 2021 était célébrée la Journée internationale des droits des femmes. Pour l'occasion, Brussels Studies a publié une étude relative aux rues portant un nom féminin. Cette étude relève qu'il y a, en Région bruxelloise, dix fois moins de rues aux noms de figures féminines que de noms de figures masculines.

Malgré les efforts du gouvernement, avec dernièrement le changement de nom médiatisé du tunnel Léopold II, rebaptisé tunnel Annie Cordy, la présence de rues aux noms de figures féminines n'est pas suffisante pour autant. Tout le monde le confirme.

En effet, Brussels Studies affirme que 50 % des voiries portent un anthroponyme. Parmi ceux-ci, 46 % se rapportent à un personnage masculin et seulement 4 %, à un personnage féminin.

149 Quelle stratégie globale est-elle mise en œuvre pour augmenter la présence de noms de figures féminines dans les rues de la Région de Bruxelles-Capitale ? Étant chargée de la politique d'égalité des chances, vous êtes bien placée pour mener ce combat au sein du gouvernement et dans d'autres institutions.

Votre cabinet est-il au courant des planifications stratégiques mises en place par d'autres grandes villes européennes pour corriger cette discrimination ? Visiblement, il en existe une dans d'autres villes.

Dans le cadre de votre compétence relative au sport, pourquoi ne pas conditionner l'octroi des subsides aux projets communaux au changement de nom des anciennes et nouvelles infrastructures sportives ? Je parle notamment des piscines. Pourquoi celle de votre commune ne porterait-elle pas le nom de Françoise Schepmans ?

Mme la secrétaire d'État, qui dispose d'une marge de manœuvre pour faire avancer les choses, pourrait mener la bataille d'une façon encore plus efficace.

153 **Mme Nawal Ben Hamou, secrétaire d'État.**- Comme vous le savez, ma collègue Elke Van den Brandt et moi-même sommes tout à fait conscientes de cette problématique. Nous en avons d'ailleurs fait une priorité depuis notre entrée en fonction. Les femmes sont effectivement sous-représentées dans l'espace public bruxellois, et nous entendons bien changer les choses !

Face à ce triste constat, mon administration, equal.brussels, a subventionné un projet porté par deux associations, Open Knowledge Belgium - une association active dans la promotion de données - et Noms peut-être !, une association visant à dénoncer l'invisibilité des femmes dans l'espace public. Ce projet a permis une visualisation des noms de rues par genre.

betreffende "de naar een vrouw vernoemde straten in het Brussels Gewest".

De heer Bertin Mampaka Mankamba (cdH) (in het Frans).- Volgens een recent onderzoek dragen Brusselse straten tien keer minder vaak de naam van een vrouw dan die van een man. De regering doet wel inspanningen op dat vlak, zoals mag blijken uit de recente omdoping van de Leopold II-tunnel tot Annie-Cordytunnel, die veel media-aandacht kreeg. Maar dat volstaat duidelijk niet.

Welke globale strategie past u toe om het aantal straten in het Brussels gewest dat naar vrouwen genoemd is, te verhogen?

Kijkt u daarvoor naar de aanpak van andere grote Europese steden?

Misschien is het een idee om bij de toekenning van subsidies voor gemeentelijke sportinfrastructuur als voorwaarde op te leggen dat ze naar een vrouw worden genoemd?

Mevrouw Nawal Ben Hamou, staatssecretaris (in het Frans).- Vrouwen zijn inderdaad ondervertegenwoordigd in het Brusselse straatbeeld. Minister Van den Brandt en ik zijn ons ten zeerste bewust van deze problematiek.

Mijn administratie, equal.brussels, ondersteunde een project van twee verenigingen die een online kaart maakten waarop het geslacht van de straatnamen aangeduid staat. De kaart is te vinden op de website equalstreetnames.brussels en toont duidelijk aan dat slechts 6% van de Brusselse straten die naar een persoon vernoemd zijn, de naam van een vrouw dragen.

Brussel staat hierin echter niet alleen. In alle grote steden ter wereld herdenken straten, pleinen, lanen en monumenten vooral belangrijke mannen, en veel minder belangrijke vrouwen. Daar

Vous pouvez retrouver ce mapathon de Bruxelles sur le site equalstreetnames.brussels.

Cette carte montre que seuls 6 % des rues portant un nom de personne à Bruxelles ont un nom féminin. En effet, d'après les informations transmises par ma collègue Elke Van den Brandt, seulement 130 rues bruxelloises portent le nom d'une femme sur les 5.237 noms de rues, sachant que 2.134 rues portent des noms de personnes. Cependant, Bruxelles n'est pas une exception. Dans toutes les villes du monde, les rues, les places, les avenues et les monuments célèbrent en général la mémoire des grands hommes, et non des grandes femmes. Or, redonner de la visibilité aux femmes par le biais des noms de voiries est important car leur absence dans l'espace public tend à perpétuer l'idée que seuls les hommes ont une capacité créatrice d'intérêt général et qu'il convient pour cela d'honorer leur mémoire.

¹⁶³ Les femmes ne doivent pas être seulement des invitées dans l'espace public, elles y ont aussi toute leur légitimité.

C'est pour cette raison qu'en changeant le nom du tunnel Léopold II en tunnel Annie Cordy, ma collègue Elke Van den Brandt et moi-même avons fait un premier pas symbolique vers la féminisation de Bruxelles. De plus, en donnant le nom d'une femme au tunnel Léopold II, nous ne travaillons pas seulement sur l'équilibre des genres dans l'espace public, mais aussi sur la décolonisation de l'espace public dans notre ville et nous pensons que c'est tout aussi important.

Comme vous le savez, le changement de nom du tunnel Léopold II était un projet pilote. Avec celui-ci, nous avons testé une formule et nous allons prendre le temps, avec le comité d'experts du projet, d'en tirer des conclusions pour les futurs changements de noms.

Actuellement, la Région bruxelloise ne dispose pas de procédure propre afin de changer les noms des voiries régionales. C'est pourquoi ma collègue et moi-même avons déjà pris un certain nombre d'initiatives pour aller dans ce sens.

Nous avons inclus dans le plan bruxellois de lutte contre les violences faites aux femmes une action visant à les rendre visibles à travers la féminisation de noms de rues et de voiries bruxelloises. À cette fin, la commission de l'égalité des chances et des droits des femmes créera cette année une procédure spécifique pour modifier le nom de voiries régionales par le biais d'un projet d'ordonnance qui prévoit une procédure participative avec le secteur associatif.

Bruxelles Pouvoirs locaux (BPL) travaille également à la réalisation de cette action. En coordination avec equal.brussels, BPL envoie des courriers d'encouragement et de soutien aux communes afin de continuer la féminisation des noms de lieux publics, de rues et de places, tout en suggérant des idées diversifiées de noms de femmes méritantes.

La STIB contribue aussi à la féminisation de l'espace public sur son réseau, avec des noms d'arrêts et des actions temporaires.

iets aan doen is belangrijk. Zolang vrouwen niet zichtbaarder zijn in de openbare ruimte, blijft het immers lijken alsof alleen mannen iets nuttigs doen voor de samenleving en alleen zij het verdienen om herdacht te worden.

De naamswijziging van de Leopold II-tunnel was een eerste symbolische stap richting vervrouwelijking van Brussel. Door hem op te dopen in Annie Cordy-tunnel werkten we tegelijk aan de dekolonisatie van de openbare ruimte, wat evenzeer belangrijk is.

De Leopold II-tunnel was een proefproject, waaruit we samen met experts conclusies willen trekken voor toekomstige naamswijzigingen. Op dit moment beschikt het gewest nog niet over een procedure daarvoor. Daarom werkten minister Van den Brandt en ik alvast een aantal initiatieven uit die in die richting gaan.

In het Brussels Plan ter bestrijding van geweld tegen vrouwen hebben we een actiepoint opgenomen omtrent de vervrouwelijking van Brusselse straatnamen. Daarvoor ontwikkelt door de commissie voor Gelijke Kansen en Vrouwenrechten dit jaar nog een procedure, waarin ook ruimte is voor participatie door verenigingen. Dit wordt in een ontwerp voor ordonnantie gegoten.

Ook Brussel Plaatselijke Besturen werkt hieraan mee en doet de gemeenten geregeld suggesties om straten en pleinen naar verdienstelijke vrouwen te vernoemen.

Daarnaast doet ook de MIVB een duit in het zakje. Naar aanleiding van de Internationale Vrouwendag werden op 8 maart tien metrostations symbolisch omgedoopt ter ere van bijzondere vrouwen. Met een QR-code konden reizigers hun biografieën lezen op de blog MIVB stories.

Vous avez sans doute vu qu'à l'occasion du 8 mars dernier, dix stations de métro de la STIB ont été symboliquement rebaptisées en guise d'hommage aux femmes historiquement peu présentes dans l'espace public à Bruxelles. Grâce à un code QR, les voyageurs pouvaient retrouver la biographie des femmes choisies pour cette action sur le blog Stib stories.

165 Au-delà de cette action symbolique de la STIB, cette année, sept arrêts de tram et de bus prendront le nom d'une femme illustre, dont quatre arrêts existants qui changeront de nom. Je transmettrai au secrétariat de la commission la liste que Mme Van den Brandt m'a fournie. Par ailleurs, chaque année, en 2022 et en 2023, cinq arrêts supplémentaires recevront des noms de femmes.

En ce qui concerne les infrastructures sportives, elles ne relèvent pas de ma compétence mais de celle de M. Clerfayt. Mon collègue m'a transmis les éléments de réponse suivants. Il agit dans le cadre de l'ordonnance du 31 mai 2018 relative à l'octroi de subsides aux investissements en infrastructures sportives communales qui prévoit une série de critères pour le financement de ces infrastructures. Cela dit, on pourrait effectivement ajouter un critère dans les appels à projets afin de conditionner l'octroi des subventions des projets communaux au changement de nom. Cependant, il est à préciser que ce sont les communes qui déterminent leurs besoins et leurs projets prioritaires.

Toujours selon mon collègue, il n'est pas exclu que l'on puisse inciter à féminiser les noms de ces infrastructures en augmentant le montant de la subvention si cette condition est remplie. Toutefois, un changement de nom implique de nombreuses conséquences sur le plan administratif pour les structures existantes. C'est pourquoi l'attribution de noms féminins est plus facilement envisageable pour les nouvelles structures. Bernard Clerfayt ajoute cependant qu'en l'absence de budget régional pour financer un nouveau plan triennal, ce projet n'est pas à l'ordre du jour.

167 **M. Bertin Mampaka Mankamba (MR).**- J'ai tendance à percevoir Mme Ben Hamou en sa qualité de conseillère municipale de la Ville de Bruxelles et je lui prête parfois des attributions qui ne lui appartiennent pas. Je lui reconnais toutefois une indéniable influence sur le collègue de la Ville de Bruxelles et je compte sur sa ténacité pour faire avancer ce dossier. Je me réjouis d'entendre qu'avec Mme Van den Brandt, elle a déjà mis toute une action en branle. Nous comptons sur son efficacité pour éviter une perte de temps pendant cette législature.

- *L'incident est clos.*

171 **QUESTION ORALE DE MME NICOLE BOMELE NKETO**

171 à Mme Nawal Ben Hamou, secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale chargée du logement et de l'égalité des chances,

Bovendien zullen zeven tram- en bushaltes dit jaar genoemd worden naar een beroemde vrouw. Ik zal de lijst aan het secretariaat van de commissie bezorgen. Ook in 2022 en 2023 zullen er telkens vijf bijkomende haltes een vrouwen naam krijgen.

Sportinfrastructuur valt niet onder mijn bevoegdheid, maar onder die van mijn collega Clerfayt. Hij liet me in antwoord op uw vraag weten dat er in de ordonnantie die handelt over subsidies voor gemeentelijke sportinfrastructuur een aantal criteria staan waar de keuze voor een vrouwelijke naam inderdaad aan toegevoegd zou kunnen worden. Bovendien zou het bedrag van de subsidie verhoogd kunnen worden als aan die voorwaarde wordt voldaan. Een naamswijziging gaat echter gepaard met heel wat administratieve rompslomp en is makkelijker te verwezenlijken voor nieuwe gebouwen. Dit thema is echter momenteel niet aan de orde omdat er nog geen gewestelijke begroting is voor de financiering van een nieuw driejarenplan.

De heer Bertin Mampaka Mankamba (cdH) (in het Frans).- *Ik reken op uw doortastendheid, zodat er tijdens deze regeerperiode geen tijd verloren gaat.*

- *Het incident is gesloten.*

MONDELINGE VRAAG VAN MEVROUW NICOLE BOMELE NKETO

aan mevrouw Nawal Ben Hamou, staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Huisvesting en Gelijke Kansen,

171 concernant "les équipes mobiles concernant les violences conjugales".

173 **QUESTION ORALE JOINTE DE MME MARGAUX DE RÉ,**

173 concernant "les équipes mobiles pour éloigner les auteurs de violences intrafamiliales".

175 (*Mme Khadija Zamouri, deuxième vice-présidente, prend place au fauteuil présidentiel*)

177 **Mme Nicole Bomele Nketo (DéFI).**- Cette question relative aux équipes mobiles s'occupant des violences conjugales a également été posée par Mme Nagy à la Commission communautaire française (Cocof).

Les violences conjugales sont, comme vous le savez, un délit pénal. Plusieurs types d'aides sont proposés aux victimes : lignes d'écoute, police, services d'aide aux victimes auprès du parquet et de la police, structures d'hébergement et injonctions d'éloignement.

Malheureusement, bien que les acteurs de terrain effectuent un travail remarquable, ces dispositifs ne sont, ni suffisamment appliqués, ni suffisamment connus du public. Les protections existantes sont parfois des droits théoriques, puisque plus de 70 % des plaintes introduites pour violences conjugales sont classées sans suite, faute de preuves. Aussi, c'est encore trop souvent à la victime de quitter le domicile conjugal, souvent sans ressources financières et avec des enfants.

La politique de création de structures d'hébergement, anciennement nommées refuges, est apparue dans les années 70, période où la femme n'avait pas le droit d'ouvrir un compte en banque sans l'autorisation de son mari.

181 En Belgique, le premier refuge date de 1977. Il y a 50 ans, les droits et les voix des femmes émergeaient à peine, la question du divorce en était à ses balbutiements et le nombre de femmes au foyer était encore conséquent.

La réalité sociétale a changé depuis, et l'arsenal législatif luttant contre les violences à l'encontre des femmes s'est étoffé. Dès lors, pourquoi serait-ce encore à la femme de devoir se cacher pour se soustraire de la vue de son agresseur ? Pourquoi ne prend-on pas exemple sur un pays comme l'Espagne, qui a déployé un arsenal pénal permettant d'associer injonctions d'éloignement et bracelets anti-rapprochement ? La France vient d'ailleurs de lui emboîter le pas.

Chez nous, une proposition de loi visant à protéger les victimes de violences intrafamiliales ou conjugales par le port d'un bracelet anti-rapprochement a été déposée en 2019 et est toujours en cours de discussion au niveau fédéral. Selon nous, les bracelets anti-rapprochement doivent s'accompagner d'un changement de paradigme concernant la prise en charge des violences conjugales, qui se ferait par l'insertion d'une nouvelle

betreffende "de mobiele teams tegen huiselijk geweld".

TOEGEVOEGDE MONDELINGE VRAAG VAN MEVROUW MARGAUX DE RÉ,

betreffende "de mobiele teams om de daders van intrafamiliaal geweld te verwijderen".

(*Mevrouw Khadija Zamouri, tweede ondervoorzitter, treedt als voorzitter op*)

Mevrouw Nicole Bomele Nketo (DéFI) (*in het Frans*).- *Huiselijk geweld is een strafrechtelijk vergrijp. Er bestaan verschillende maatregelen voor de slachtoffers zoals telefonische hulplijnen, slachtofferhulp bij het parket en de politie, huisvestingsoplossingen en uithuisplaatsingsmaatregelen, maar die zijn helaas onvoldoende bekend bij het publiek en worden niet altijd toegepast. Het blijven vaak theoretische rechten, aangezien meer dan 70% van de klachten voor huiselijk geweld wordt geseponneerd bij gebrek aan bewijs. Het is meestal het slachtoffer, dat de gemeenschappelijke woonst verlaat, met de kinderen en zonder geld.*

Het beleid van opvanghuizen stamt uit de jaren zeventig, toen vrouwen nog niet het recht hadden om zonder toestemming van hun echtgenoot een bankrekening te openen.

Sindsdien is de samenleving geëvolueerd en is er een heel arsenaal aan maatregelen genomen om geweld tegen vrouwen te bestrijden, maar toch moeten vrouwen zich nog altijd voor hun agressor verbergen. Waarom nemen we geen voorbeeld aan Spanje en Frankrijk, die strafrechtelijke maatregelen voor de geweldplegers hebben ingevoerd, zoals de uithuisplaatsing en een stalkingalarm?

In 2019 werd er een wetsvoorstel over het stalkingalarm ingediend, maar daar wordt nog altijd over gediscussieerd op het federale niveau. Voor DéFI moet de invoering van het stalkingalarm gepaard gaan met een andere aanpak van huiselijk geweld en dus een nieuw zorgaanbod. Een belangrijke schakel die in de preventie en bestrijding van huiselijk geweld ontbreekt, zijn lokale mobiele teams.

Is dat punt aangekaart op de interministeriële conferentie Vrouwenrechten? Wat heeft die beslist?

offre de soins dans le réseau qui puisse répondre aux besoins du terrain.

Il nous est parvenu qu'il manquait un acteur-clé dans la prévention et la lutte contre les violences conjugales et intrafamiliales : les équipes mobiles locales qui feraient la jonction avec les autres maillons de la chaîne d'aide, à l'instar de ce qui est fait dans le secteur de la santé mentale. Les équipes mobiles pour violences conjugales, composées d'assistants sociaux, éducateurs et psychologues, existent déjà en France et en Ukraine.

Ce point a-t-il déjà été évoqué dans le cadre de la Conférence interministérielle droits des femmes ? Dans l'affirmative, qu'en est-il ressorti ?

Une consultation des secteurs en ce sens avec les autres ministres est-elle en cours ou est-elle planifiée ?

¹⁸⁷ **Mme Margaux De Ré (Ecolo).**- Nous avons beaucoup abordé, dans cette commission, la question des violences faites aux femmes. Je pense, par ailleurs, à l'excellent rapport sur les répercussions de la crise sanitaire en matière de genre, que vous aviez présenté récemment avec M. Clerfayt. Nous avons constaté à quel point la thématique des violences était centrale et qu'elle constituait sans doute l'un des problèmes les plus importants que les femmes aient rencontrés au cours de cette année.

La place des victimes est centrale et prioritaire. Elle se situe au cœur de la politique de lutte contre les violences, comme le montre votre plan. Du fait de l'ampleur des dégâts sur ces femmes, qu'ils soient physiques ou moraux, j'aimerais toutefois attirer notre attention collective sur un aspect qui concerne plutôt l'autre versant de la question, à savoir la prise en charge des auteurs de violences.

En effet, que ce soit dans la sensibilisation, les systèmes d'alerte ou les dispositifs de plainte, la prévention ou le traitement des violences, quasiment toutes les étapes sont exclusivement centrées sur les femmes victimes. Ces femmes vivent pour la plupart des situations privées désastreuses sur lesquelles une charge administrative, morale ou financière vient peser davantage.

Par ailleurs, les comportements de violences conjugales et familiales apparaissent au cours d'un cycle de violences qui comporte quatre phases, dont le but est de permettre à l'auteur de maintenir son emprise sur sa victime. Ces phases sont les suivantes : le climat de tension, la crise, la justification et "la lune de miel". Le cycle tend à se répéter. Travailler sur la question des auteurs et remédier aux causes profondes de ce mécanisme peut être un excellent levier pour casser la dynamique des violences intrafamiliales et conjugales.

¹⁸⁹ Un exemple emblématique en est qu'aujourd'hui, en général, pour des raisons de sécurité, on écarte les victimes de violences intrafamiliales de leur domicile, tandis que les auteurs restent chez eux. Pour éviter que ces derniers puissent retrouver

Is daarover overleg met de sector en met de andere ministers aan de gang of gepland?

Mevrouw Margaux De Ré (Ecolo) (in het Frans).- *Het thema van geweld tegen vrouwen komt in onze commissie vaak aan bod. De slachtoffers staan centraal in uw beleid, maar we moeten ook aandacht hebben voor de geweldplegers.*

De bewustmakingsacties, meldsystemen en preventie- en bestrijdingsmaatregelen zijn bijna uitsluitend tot de vrouwelijke slachtoffers gericht.

De geweldcyclus die de geweldpleger in staat stelt om zijn slachtoffer in zijn greep te houden, bestaat uit vier fasen: spanningen, crisis, rechtvaardiging en verzoening. Aan de diepere oorzaken van dat mechanisme werken met de geweldplegers kan helpen om de cirkel van huiselijk geweld te doorbreken.

Vandaag worden de slachtoffers vaak om veiligheidsredenen uit de woonst verwijderd, terwijl de geweldplegers in het huis blijven wonen. Om te voorkomen dat die laatsten de slachtoffers terugvinden, zijn de adressen van de meeste opvanghuizen

leurs victimes, l'adresse de beaucoup de refuges pour femmes battues n'est d'ailleurs pas publique. Cela crée cependant un déracinement, une sorte de violence supplémentaire. Les enfants, par exemple, sont parfois extrêmement déboussolés par le fait d'être arrachés à leur maison.

Récemment, dans la presse, le rappeur molenbeekoïse Benny B et la psychologue clinicienne Marie-Cécile Remy ont plaidé pour un changement de paradigme en défendant la mise sur pied d'un projet pilote basé sur des équipes mobiles : "En offrant un accompagnement intensif et continu plutôt que ponctuel, réactionnel et temporaire, les équipes prennent en charge l'agresseur et permettent à la victime de rester chez elle." Si je ne rejoins pas tout le contenu de l'article, étant moins en phase avec quelques passages, il a néanmoins attiré mon attention sur une question intéressante.

Votre plan mentionne à plusieurs reprises que les mesures visent également les auteurs. Où en êtes-vous en la matière ? Un calendrier existe-t-il ?

Avez-vous prévu de mettre sur pied, peut-être sous la forme d'un projet pilote ou d'une expérimentation, une équipe mobile pour accompagner les auteurs - peut-être seulement dans certains cas bien précis - et éviter que les victimes doivent quitter leur domicile ?

¹⁹⁵ **Mme Nawal Ben Hamou, secrétaire d'État.**- Concernant l'accueil des victimes de violences, comme je l'ai déjà mentionné à plusieurs reprises dans cette commission, le plan bruxellois de lutte contre les violences faites aux femmes et le plan d'urgence logement (PUL) prévoient la création de nouvelles places d'accueil pour les femmes victimes de violence. Je me suis battue pour obtenir 5 millions d'euros supplémentaires pour l'achat de bâtiments où l'on ouvrirait des places pour les femmes victimes de violences conjugales, mais aussi pour les jeunes LGBTQI+ (lesbiennes, gays, bisexuels, trans, queer, intersexes et autres).

Par ailleurs, je subventionne, via equal.brussels, une recherche de l'asbl L'Îlot qui étudie les possibilités d'accueil des femmes en situation de précarité qui sont victimes de violence de la part de leur partenaire. L'objectif de cette étude est d'aboutir à un projet de nouveau centre destiné à répondre aux besoins et aux exigences des femmes, et plus particulièrement des femmes en situation de précarité.

Au sujet des mesures relatives aux auteurs de violences entre partenaires, je voudrais vous rappeler, Mme De Ré, la campagne de sensibilisation que j'ai mise en place au début de la législature sur la violence psychologique entre partenaires, qui a mis l'accent sur les auteurs de ces violences. En collaboration avec l'asbl Praxis, nous avons insisté sur l'accompagnement des auteurs, crucial pour briser le cycle de la violence entre partenaires. Cette action a visé également à prévenir une future récurrence de la part de ces auteurs de violence.

geheim. Dat scheidt evenwel een bijkomende ontworteling, een soort van bijkomend geweld.

Onlangs hebben rapper Benny B en psychologe Marie-Cécile Remy gepleit voor een verandering van paradigma en een proefproject met mobiele teams die een intensieve en continue begeleiding aan de geweldplegers aanbieden, waardoor de slachtoffers thuis kunnen blijven wonen.

In uw plan worden ook een aantal maatregelen voor de geweldplegers vermeld. Hoeven staan die maatregelen? Wanneer zullen ze in werking treden?

Zult u mobiele teams inzetten om de geweldplegers te begeleiden?

Mevrouw Nawal Ben Hamou, staatssecretaris (in het Frans).- *Het Brussels Plan ter bestrijding van geweld tegen vrouwen en het Noodplan voor huisvesting voorzien in extra opvangplaatsen voor vrouwen die het slachtoffer zijn van geweld, en jonge LGBTQI+.*

Daarnaast subsidieer ik via equal.brussels een onderzoek van de vzw L'Îlot over de opvang van kwetsbare vrouwen die het slachtoffer zijn van partnergeweld. Het doel is een centrum op te richten dat beter op de behoeften van die vrouwen is afgestemd.

In het begin van de regeerperiode heb ik een bewustmakingscampagne gevoerd over psychologisch partnergeweld, waarbij ik samen met de vzw Praxis de klemtoon op de begeleiding van de geweldplegers heb gelegd, aangezien dat cruciaal is om de geweldcyclus te doorbreken.

Conform het Brussels Plan ter bestrijding van geweld tegen vrouwen willen we ook in een proefproject voor een intersectorale aanpak van huiselijk geweld de samenwerking tussen de verenigingen, justitiehuisen, politie en parket in complexe gevallen van huiselijk geweld verbeteren, zodat ook de geweldpleger ten laste wordt genomen en begeleid. De jongste vergadering van de werkgroep vond eind maart plaats. Het project wordt gecoördineerd door Brussel Preventie & Veiligheid en equal.brussels

Le plan bruxellois de lutte contre les violences faites aux femmes comprend également une autre mesure à cet égard : le projet pilote Approche intersectorielle de la violence intrafamiliale. Avec ce projet, nous voulons renforcer la collaboration entre le monde du travail, les maisons de justice, la police et le parquet pour les cas complexes de violence familiale. De cette manière, l'accompagnement et la prise en charge de l'auteur sont également pris en considération. La dernière réunion de ce groupe de travail a eu lieu à la fin du mois de mars.

¹⁹⁷ Par ailleurs, grâce à cette approche, tant la perspective des victimes que celle des auteurs, sont mieux appréhendées.

Ce projet est coordonné par Bruxelles Prévention et sécurité (BPS) et equal.brussels : ces deux organes souhaitent mettre en place, avec les partenaires précités, un projet pilote permettant aux organisations impliquées d'échanger à propos de situations complexes de violences intrafamiliales, afin de parvenir à de meilleures approches et solutions pour les victimes, les auteurs et leur environnement.

En ce qui concerne les équipes mobiles, equal.brussels n'a pas connaissance de telles initiatives. Celles-ci concernent l'accueil et l'accompagnement des victimes de violences intrafamiliales, ce qui ne relève pas de ma compétence, mais plutôt de celle des maisons de justice.

La question des équipes mobiles n'a pas été abordée durant les travaux de la conférence interministérielle, mais la prise en charge des auteurs l'a bien entendu été, comme j'ai déjà pu vous en faire part à plusieurs reprises dans cette commission.

À la suite de mes rencontres avec le secteur associatif, nous avons eu l'occasion d'aborder l'éloignement, ainsi que l'ouverture de places d'accueil pour les femmes victimes de violences conjugales. Pour certaines, il est essentiel d'élargir l'offre de places d'accueil dans notre Région. Il est difficile de maintenir à domicile - avec leurs enfants - ces femmes victimes de violence, car elles ne veulent pas continuer à y demeurer. Aussi avons-nous donc préféré élargir l'offre dans les hébergements d'urgence.

Néanmoins, nous continuons les discussions avec le niveau fédéral pour appliquer également des mesures d'éloignement, ce qui passe entre autres par une sensibilisation des magistrats.

¹⁹⁹ **Mme Nicole Bomele Nketo (DéFI).** - Je remercie la secrétaire d'État pour le travail de terrain accompli afin d'héberger les femmes victimes de violences intrafamiliales. De même, l'asbl Praxis est subsidiée par la Commission communautaire française (Cocof) et la Région, ce qui est très positif.

Cependant, il faudrait vraiment que le paradigme s'inverse et que ce soient les auteurs de ces violences intrafamiliales qui quittent les logements. Une victime qui quitte son foyer est encore fragilisée davantage. C'est la raison pour laquelle beaucoup de femmes hésitent à franchir le pas, ce que je comprends parfaitement.

Equal.brussels is niet op de hoogte van het bestaan van mobiele teams. Dergelijke initiatieven vallen onder de bevoegdheid van de justitiehuisen. De kwestie van de mobiele teams is niet ter sprake gekomen tijdens de interministeriële conferentie, maar wel de begeleiding van de geweldplegers.

Tijdens mijn ontmoetingen met de verenigingen hebben we de uithuisplaatsing van de geweldplegers besproken, maar veel slachtoffers willen liever niet met hun kinderen thuis blijven wonen. Daarom hebben we voorrang gegeven aan een uitbreiding van de noodopvang. We zetten evenwel de besprekingen met de federale overheid voort over de eventuele toepassing van verwijderingsmaatregelen, wat een bewustmaking van de magistraten inhoudt.

Mevrouw Nicole Bomele Nketo (DéFI) (in het Frans). - *Ik ben blij dat u noodopvang aanbiedt, maar het is hoog tijd dat het paradigma verandert en de geweldpleger uit de woning wordt gezet. Een slachtoffer dat haar woning moet verlaten, wordt nog kwetsbaarder. Dat is de reden waarom veel vrouwen aarzelen om de stap te zetten. We moeten dus samen met de andere entiteiten nadenken hoe we geweldplegers kunnen verwijderen van hun slachtoffers. Een elektronische armband lijkt mij een interessant instrument. Het wordt tijd dat geweldplegers schrik krijgen.*

Il conviendrait donc de réfléchir avec les autres entités, dont l'État fédéral, à la manière dont il faudrait éloigner les auteurs de violences de leurs victimes. Un système de bracelet électronique pourrait par exemple être mis en place. La peur doit changer de camp !

²⁰¹ **Mme Margaux De Ré (Ecolo).**- La réflexion qui se développe dans le plan est adéquate puisqu'elle recherche l'équilibre. Il est vrai que nous n'avons pas l'habitude des campagnes de sensibilisation qui ciblent les auteurs et cela peut donc nous surprendre.

Je voudrais évoquer une campagne intéressante menée au Canada. On y voit un homme se faire interpellé par son patron de façon très violente. Après une coupure, l'homme en question s'adresse ensuite à sa femme sur le même ton. On entend alors un slogan disant en substance : "Vous ne voudriez pas qu'on vous parle comme ça, car vous vous souvenez à quel point cela vous a blessé. Alors, ne reproduisez pas ce comportement."

J'ajouterai, tout en sachant que cela ne rentre pas dans le champ des compétences de la Région, que le fait d'intégrer au plus tôt l'approche de genre dans l'éducation permet de pallier toutes ces difficultés liées à la vision que l'on peut avoir des violences dans la société. On réduirait ainsi le sentiment de honte que certaines victimes de violences ressentent parfois.

²⁰¹ **Mme la présidente.**- Cette campagne menée au Canada est un bon exemple. Parfois, il faut malheureusement être confronté soi-même à une situation pour pouvoir la comprendre.

- *Les incidents sont clos.*

Mevrouw Margaux De Ré (Ecolo) (in het Frans).- *In het plan wordt naar een evenwicht gezocht. We zijn het niet gewoon dat er bewustmakingscampagnes voor geweldplegers worden georganiseerd. Canada toonde een spot waarin een man die op vrij agressieve toon door zijn baas werd aangesproken, nadien dezelfde toon tegen zijn vrouw gebruikt. Daarna volgde de boodschap: u vond dat gedrag kwetsend. Doe dus niet bij een ander wat u zelf niet graag hebt.*

We moeten zo vroeg mogelijk in de opvoeding aandacht hebben voor de genderdimensie om de visie op geweld in onze samenleving te veranderen en het schaamtegevoel van slachtoffers te verminderen.

Mevrouw de voorzitter.- De campagne in Canada toont aan dat je soms zelf met een situatie moet worden geconfronteerd om ze te kunnen begrijpen.

- *De incidenten zijn gesloten.*